

Rencontre des jeunes chercheurEs en études africaines

Axe 1 : Modes d'appartenance africains à la globalisation

Marie SAIGET, Science Politique / Relations internationales, Sciences Po, CERI

« Les effets des programmes internationaux sur les stratégies d'organisation des femmes burundaises dans la société d'après-guerre »

Si la question du genre dans les sociétés en conflit et en post-conflit est en plein essor depuis quelques années, et cela après un long silence, peu de travaux intègrent la variable « programmes internationaux » à l'étude des bouleversements des rapports sociaux et des stratégies féminines du post-conflit. Par ailleurs, le Burundi constitue un terrain relativement peu étudié en comparaison de son voisin Rwandais ou des sociétés en post-conflit de la Mano River. Cette recherche se propose de répondre à ces manques en étudiant les modes de production et de mise en œuvre d'un discours d'intervention ayant trait à la question du genre, et leurs effets sur une évolution des stratégies d'organisation féminines observées dans la société burundaise de l'après-guerre civile.

La place centrale attribuée à la société civile féminine par les programmes illustre l'émergence de trois registres internationaux, qui construisent l'intervention autour du présupposé suivant : « l'autonomisation des femmes participe de la construction d'une paix durable » : a) l'investissement d'une catégorie d'action publique « les femmes » dans le post-conflit ; b) la société civile comme pont entre le global et le local ; c) le post-conflit comme fenêtre d'opportunité à l'intervention. Ces registres ne sont pas figés, ils se nourrissent de terrains d'expérimentation, notamment en Afrique. L'intérêt de notre recherche est d'examiner, à partir du terrain, les effets d'adaptation des programmes en interaction avec les diverses réceptions des acteurs locaux. Le cas du Burundi montre ainsi une circulation, entre l'international et le local, des initiatives en faveur de la participation des femmes aux processus de paix de 2000. Mais la portée de ces interactions sur l'engagement collectif féminin ne suffit pas, pour le moment, à parler de mobilisation collective en faveur d'une « autonomisation » des femmes. Ces organisations illustrent ainsi l'ambivalence des effets du post-conflit sur la condition des femmes et leurs trajectoires, entre prestataires de services et espaces d'« autonomisation », entre promotion individuelle et autonomisation collective. Néanmoins, cet engagement féminin n'en produit pas moins des effets sociaux. La circulation des initiatives en faveur de l'« autonomisation » des femmes en post-conflit conduirait à la création, à la relance et au renforcement des conflits sociaux ; l'objectif de cette recherche étant d'analyser les mécanismes et les conditions du processus d'« autonomisation » en en identifiant à la fois les phénomènes d'intégration et de désintégration sociales.

La méthodologie retenue, à la différence des rapports d'évaluation des programmes, ne se basera pas sur la construction d'indicateurs impliquant la collecte de données quantitatives, peu fiables au Burundi ; mais principalement sur l'étude qualitative des pratiques des agences internationales et de leurs liens avec les organisations féminines locales. Un stage au sein d'ONU-femmes à Bujumbura à l'été 2012 permettra une première observation anthropologique de ces pratiques, l'identification de certaines trajectoires féminines au sein des organisations locales et l'examen de leurs relations sociales.